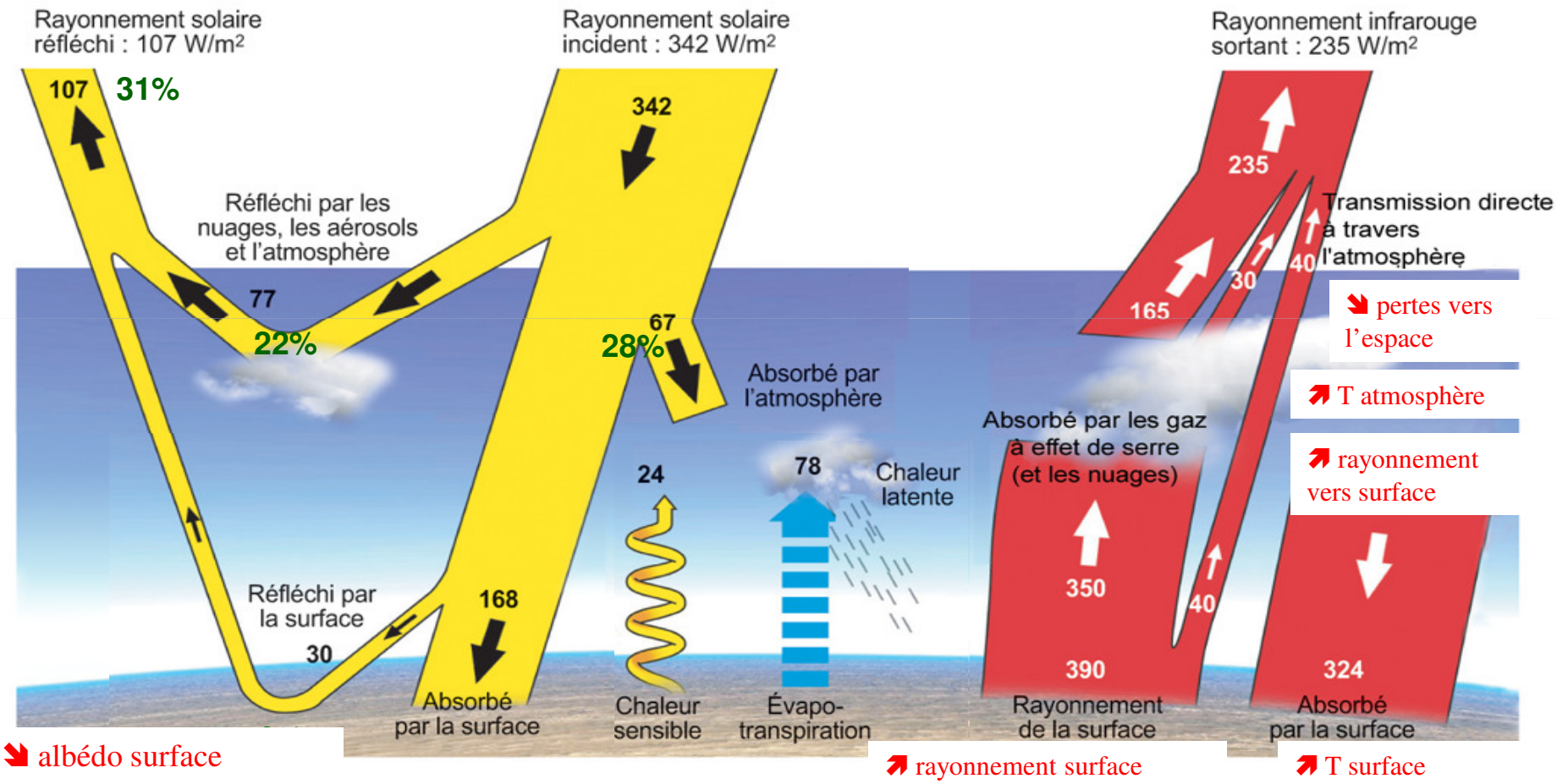
# Les enjeux de la négociation de Copenhague sur le climat

Intervention de Pierre Radanne

**Terra Nova**

**10 novembre 2009**

# Effet de serre et bilan radiatif

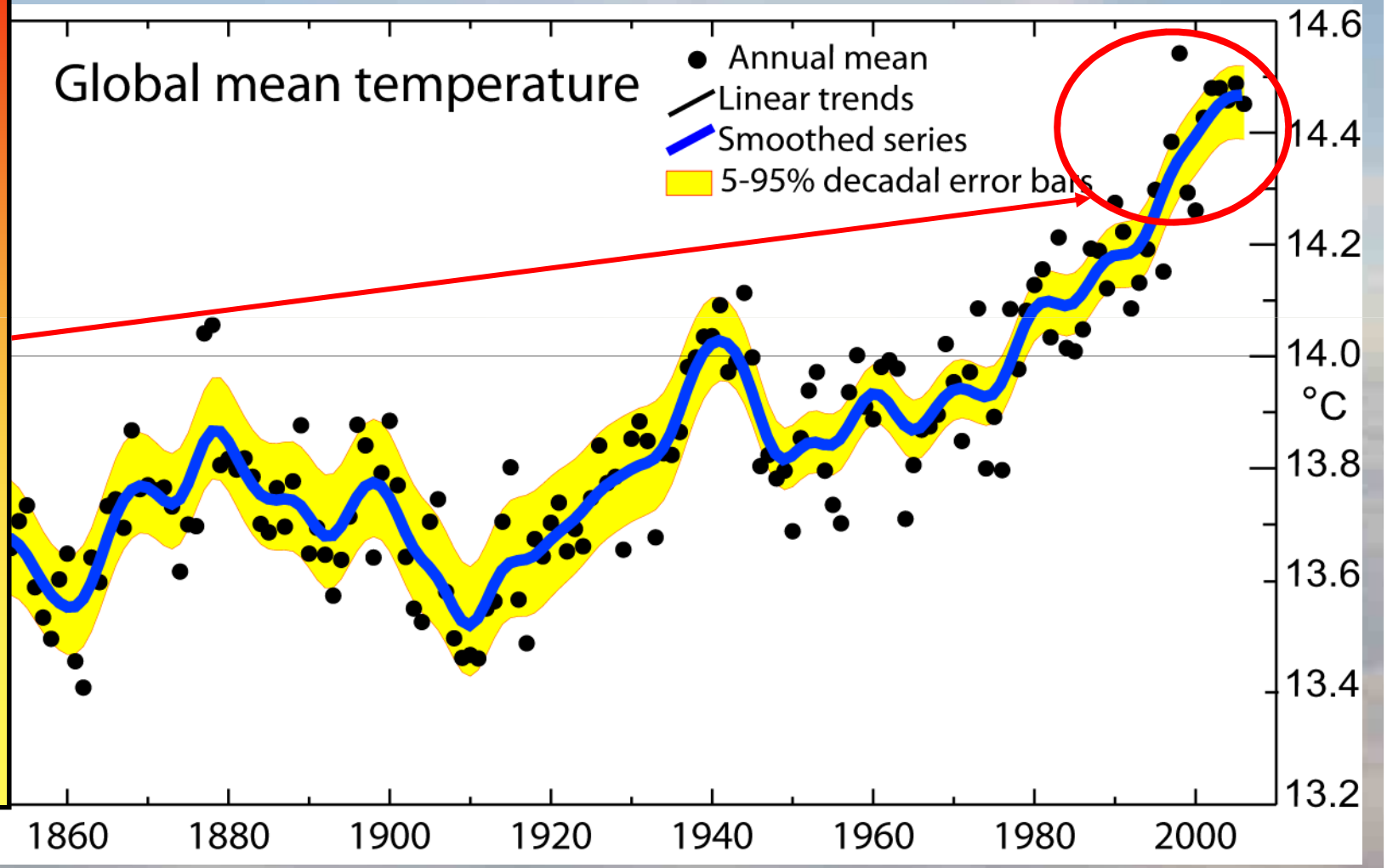


# L'émergence de la question du changement climatique

- **1827 – Compréhension de la capacité de certains gaz à piéger le rayonnement infrarouge**
- **1896 – Identification par Arrhenius du mécanisme de l'effet de serre,**
  ***Mais impossibilité d'interprétation des variations du climat***
- **1960 – Début d'un suivi sérieux des températures grâce aux satellites,**
- **1985 – Reconstitution de l'évolution du climat depuis 150.000 ans à partir de l'analyse de glaces de l'Antarctique**
  ***Mobilisation de la communauté scientifique***
- **1992 – Conférence de Rio en 92**
  ***Adoption de règles qualitatives***
- **1997 – Protocole de Kyoto en 97**
  ***Adoption d'objectifs quantitatifs pour 2010 pour les pays industrialisés***
- **2005 – Entrée en vigueur *du Protocole de Kyoto sans les USA***
- **2006 – Début de la négociation pour la période suivante.**

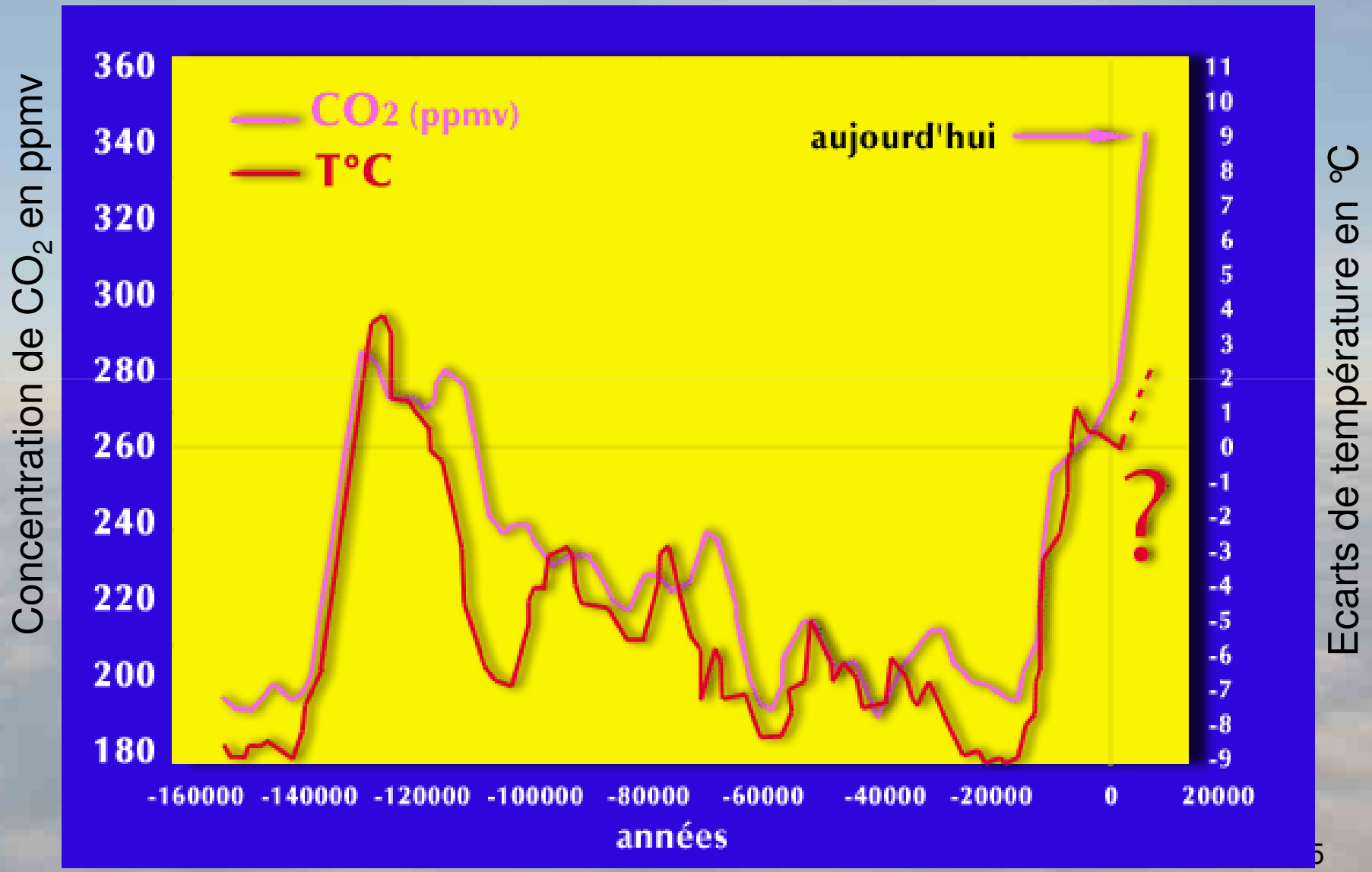
# Augmentation globale des températures

| Rank | Year |
|---|---|
| 1 | 1998 |
| 2 | 2005 |
| 3 | 2003 |
| 4 | 2002 |
| 5 | 2004 |
| 6 | 2006 |
| 7 | 2001 |
| 8 | 1997 |
| 9 | 1995 |
| 10 | 1999 |
| 11 | 1990 |
| 12 | 2000 |



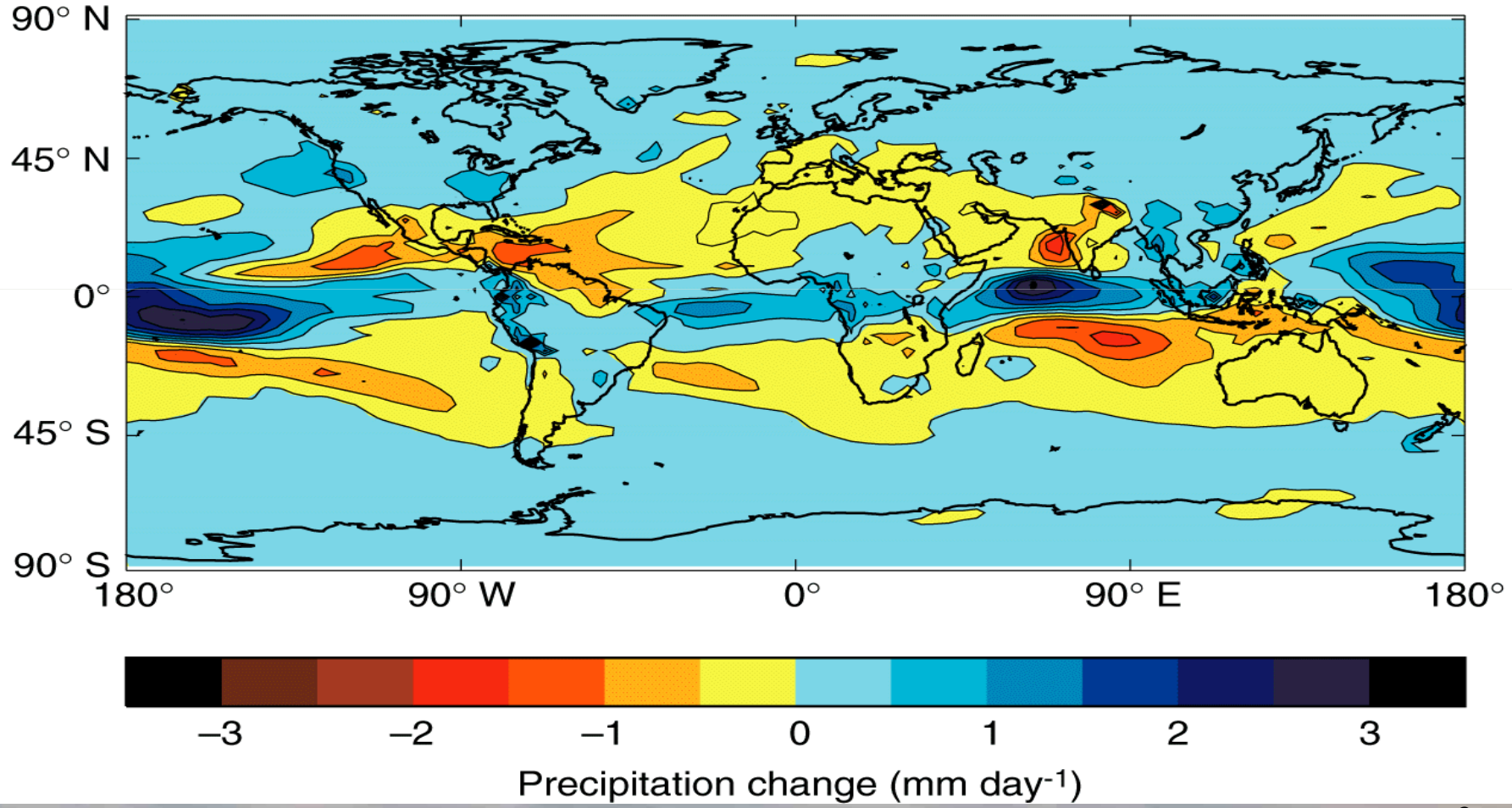

*IPCC, AR4, 2007*

# Concentrations de $CO_2$ et températures au cours des temps géologiques



# *Projection des changements de précipitations en 2050*

Changements annuels de précipitations par rapport à la situation actuelle pour un accroissement des concentrations de GES de 1% par an.



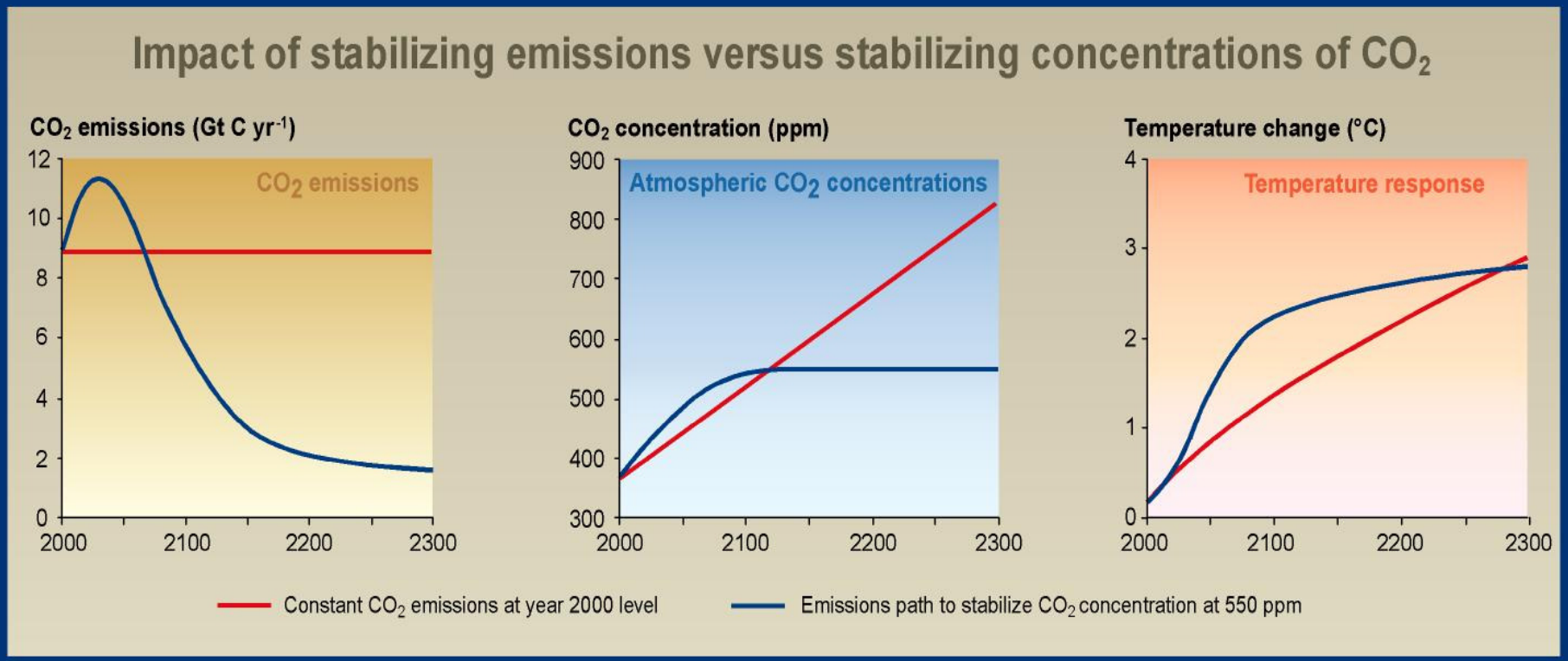
# Certitudes et variables

| Certitudes absolues | Impacts pouvant varier | Variables majeures |
|---|---|---|
| Blocage par certains gaz du rayonnement émis par la terre | Hausse moyenne de la température d'ici 2100 : de 1,4° à 5,8° | Vitesse dans le temps du déclenchement de processus irréversibles |
| Mesure de l'augmentation des températures | Ampleur des événements extrêmes : cyclones, canicules,… | Adaptabilité des écosystèmes et dégradation de la biodiversité |
| Corrélation entre concentration de $CO_2$ et température | Adaptabilité des systèmes agricoles selon les régions | Capacité des océans à absorber le $CO_2$ à long terme |
| Accroissement des précipitations dans certaines régions | Accélération du réchauffement par dégel du permafrost et dégagement de méthane | Niveau d'émission compatible à long terme avec la stabilisation du climat |
| Hausse du niveau des mers | Modification des courants marins (Gulf stream) | Existence de mécanismes amplificateurs ou au contraire compensateurs |

***Deux hypothèses :***

***- Des émissions stables à partir de 2000***

***- Parvenir à stabiliser le climat***




SYR - FIGURE 5-2

***Emissions de $CO_2$***

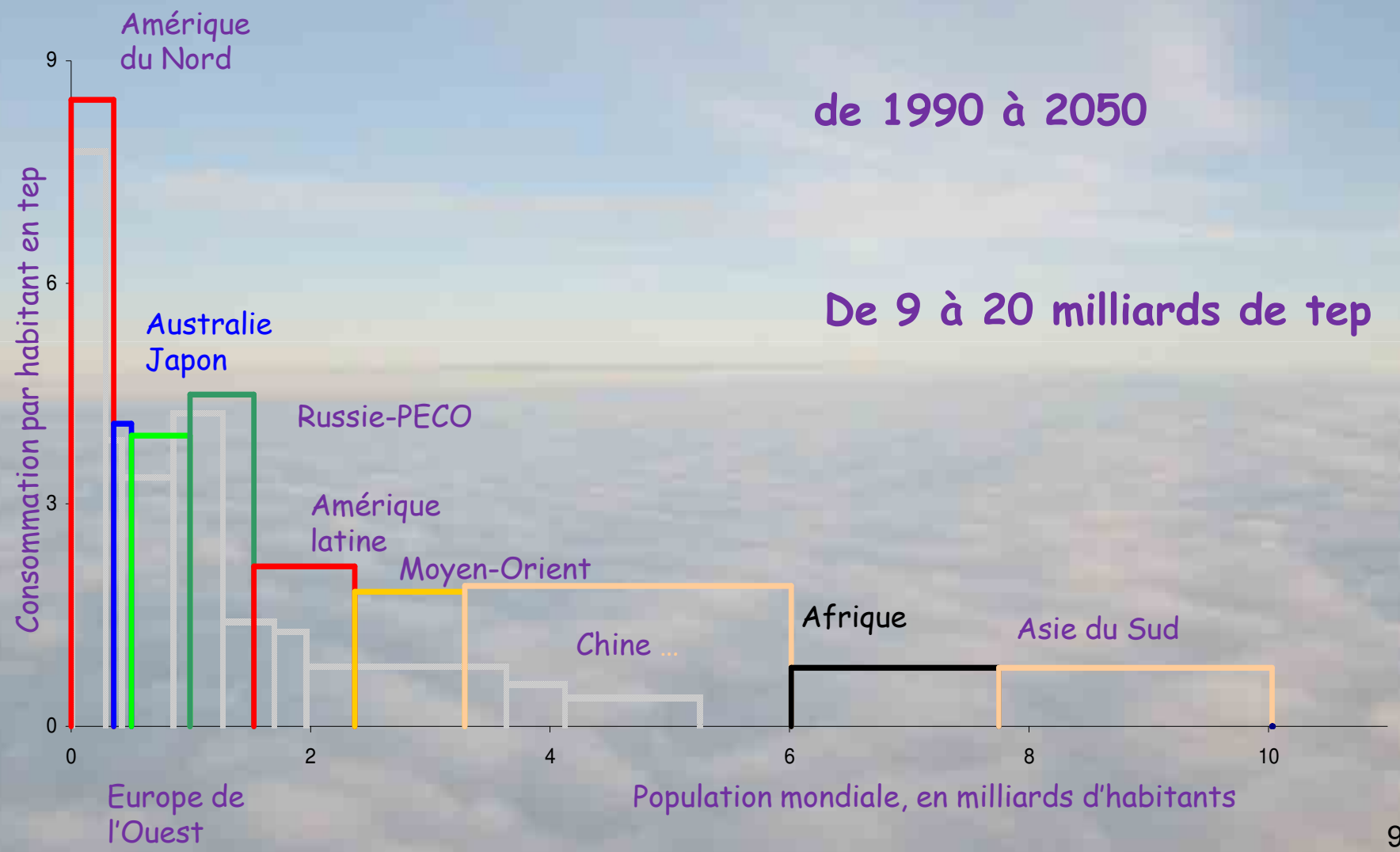
***Concentration dans l'atmosphère***

***Température résultante***

World Energy Council
CONSEIL MONDIAL DE L'ENERGIE

## de 1990 à 2050

## De 9 à 20 milliards de tep



# *La 1ère question politique totale*

- **Une question planétaire à solidarité obligatoire**
  - Il y a déjà des questions planétaires, mais sans dépendance des pays entre eux
    - La faim dans le monde, l'éradication de maladies, l'alphabétisation, la maîtrise de la démographie…
  - Cette fois-ci, les émissions de gaz à effet de serre d'un pays ont des impacts aussi sur tous les autres
- **Une participation personnelle à travers chacun de nos comportements individuels**
- **Le rôle central des collectivités locales**
  - Elles décident des investissements ayant la plus longue durée de vie :
    - Les bâtiments, les infrastructures de transport, les réseaux
  - Elles répartissent les activités sur le territoire
  - Elles ont le contact direct avec le citoyen

# *En quoi la négociation climat est-elle spécifique ?*

- **Des caractéristiques politiques uniques :**
  - *Le climat est un bien commun de l'humanité indivisible ;*
  - *Pas de solution viable sans l'engagement de tous les pays ;*
  - *Nécessité de l'adhésion de chacun pour transformer ses comportements.*

- **La traduction en est un mouvement de rerégulation qui exige des avancées au niveau de :**
  - la prise en charge éducative et culturelle ;
  - l'engagement politique ;
  - des règles du droit international ;
  - d'objectifs quantifiés solidaires ;
  - de changement d'énergie ;
  - d'innovations technologiques ;
  - des mécanismes économiques ;
  - d'implications territoriales.

***Mais dans le cadre de l'ONU, un pays est libre à chaque négociation de donner son accord ou non (il n'y a pas de règle de majorité contraignante).***

# *Les groupes de force en présence*

**Annexe I**

*Collaboration technique mais divergences politiques*

**Le groupe de l'ombrelle**
**USA, Russie, Japon...**

**La bulle européenne**

**Les économies en transition**
**Pologne, Hongrie...**

*Tension Nord - Sud*

**Le G77+Chine**
**Pays en développement**

**Amérique latine**

**OPEP**

**AOSIS**
**(petites îles)**

**PMA**

**Non Annexe I**

# *Les positions des pays industrialisés*

**Pour les pays de l'annexe 1, des engagements quantitatifs à l'horizon 2010.**

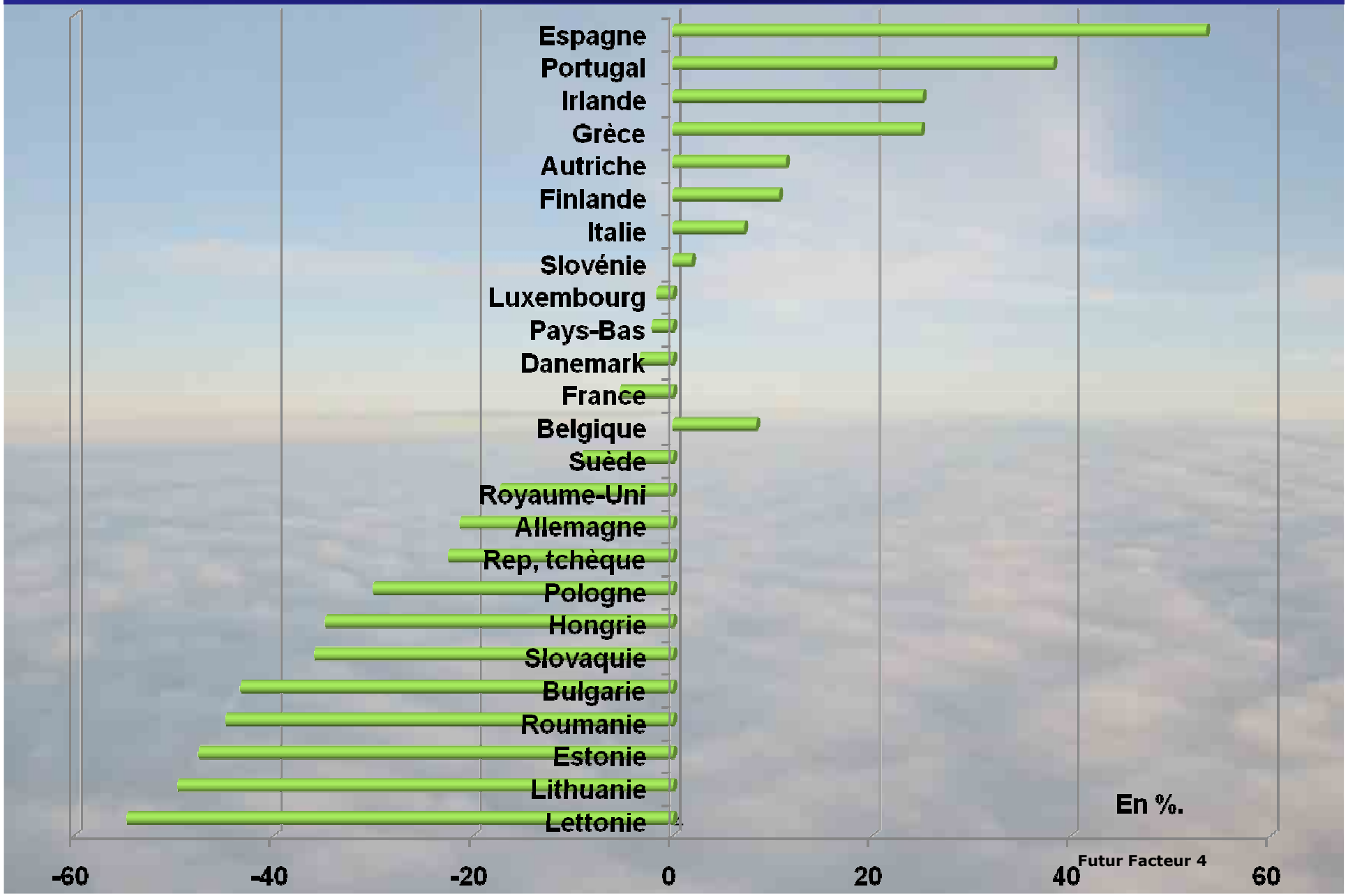
## Les pays pleins : Europe - Japon

- Industrialisation ancienne,
- Forte densité,
- Plus de ressources énergétiques,
- Contraints à l'efficacité énergétique par les chocs pétroliers,
- Relance de politiques déjà expérimentées.

## Les pays vides : USA, Canada, Australie, Russie

- Densité de population faible,
- Croissance démographique forte,
- Importantes ressources énergétiques,
- Non frappés par les chocs pétroliers,
- Première confrontation à des limites.

# *Situation des États membres de l'UE en 2007 par rapport au Protocole de Kyoto (hors lulucf)*



# *Les effets de la crise provoquée par le retrait des Etats-Unis du Protocole de Kyoto*

- **<u>Les Etats-Unis ne peuvent réaliser leurs objectifs du Protocole de Kyoto</u>**
  - Le dérapage de leurs émissions depuis 1990 est irrattrapable pour permettre de satisfaire aux objectifs fixés :
    - Objectifs de Kyoto pour les Etats- Unis : - 7 %,
    - Trajectoire effectivement suivie (fin 2007) : + 17 %.
  - Une méfiance tenace par rapport aux mécanismes de flexibilité au niveau internationale en dehors d'un cadre sécurisé
    - comme celui qui possible dans un cadre national ou européen.
- **<u>Nette réduction des efforts réalisés par les autres pays</u>**
  - Affaiblissement manifeste des Plans nationaux sur le climat ;
  - La plupart des pays y compris européens n'atteindront pas les objectifs de Kyoto ;
  - Les écarts de trajectoire d'émissions des différents ne cessent de diverger.
- **<u>Une capacité plus faible d'entraînement des pays émergents</u>**
- **<u>Les politiques publiques coordonnées qui s'avèrent de plus en plus indispensables au moment où les Etats les abandonnent</u>**
  - Des responsables politiques désemparés,
  - Une dérégulation des politiques énergétiques adoptées à contre temps.

# *Les 4 entrées de la négociation internationale sur le climat*

**Objectifs climatiques** pour 2050 et 2020
Pas plus de 2°C
/2 des émissions mondiales

**Engagements** pour la période 2020-2050 des pays développés dans un cadre juridiquement contraignant

Solidarité
et équité

Un **financement** adéquat, pérenne et prévisible pour l'adaptation, l'atténuation, le REDD+ et les transferts de technologies

Un passage généralisé à l'**action** des tous les pays à travers des plans nationaux (NAMAs et PANA) avec un mécanisme d'intéressement financier

# *1 - La vision partagée*

- **Les questions d'entrée**
  - Quels objectifs à long terme (2050) pour stabiliser le climat
    - Proposition tirée du GIEC : Pour 1,5 à 2°C seulement de réchauffement :
      - Division au moins par 2 des émissions mondiales
      - Réduction de 85% pour les pays industrialisés.
  - Quels objectifs pour la nouvelle période (2020) ?
    - Proposition du GIEC :
      - Une réduction de 25 à 40% des pays industrialisés ;
      - Une trajectoire d'émissions déviée de 15 à 30% par rapport à la tendance pour les pays les plus avancés.

- **Les points de désaccord**
  - Les objectifs de long terme peuvent constituer des références ou être indicatifs ;
  - Fixer un objectif de long terme impliquera de fait tous les pays y compris ceux en développement ;
  - Les pays émergents doivent s'engager (Japon, UE, USA) ;
  - Et surtout quelle perspective de développement pour les pays pauvres ?.

# *Les engagements des pays industrialisés*

- **<u>Les positions actuelles par rapport à 1990</u>**
  - L'Union Européenne, la Norvège, la Suisse : entre -20 et -30 %
  - Les Etats-Unis - 3%
  - Le Japon -25%
  - L'Australie entre -15 et -30%
  - Le Canada + 6%
  - La Russie entre -10 et -15%

  Au total pour les pays industrialisés signataires du PK entre -16 et -23%

  Avec des écarts de modes de calcul (part des réductions domestiques, des compensations dans les pays en développement, le stockage biologique du carbone).

- **<u>Les demandes des pays en développement</u>** entre -25% et -40%

- **<u>Un accord possible : prendre des engagements jusqu'en 2030</u>**
  - Avec une division par deux des émissions des pays industrialisés.

# 6 – La forme légale de l'accord futur

- **Les questions d'entrée**
  - Faut-il maintenir un système multiple : Convention de Rio + un ou plusieurs protocoles (Kyoto et/ou un autre) ou des décisions de CdP ?
  - Le nouvel accord doit-il être juridiquement contraignant ?

- **Les points de désaccord ou questions à creuser**

  La clé de la négociation est tenue par les Etats-Unis, soit :
  - Ils signent le KP ou un nouveau protocole équivalent, alors la négociation est débloquée ;
  - Ils ne s'accordent que sur des décisions de CdP sans engagement à caractère contraignant pour 2020, ce qui risque de bloquer la négociation avec un maintien du PK incluant les autres pays de l'annexe 1, les pays émergents et les pays en développement.

- **Les alternatives pour la CdP de Copenhague**
  - Des amendements au protocole de Kyoto
    - avec annexe B des engagements des pays industrialisés;
  - Un nouveau protocole lié à la Convention reprenant des éléments du PK dans un cadre unique ;
  - Une « déclaration politique de Copenhague » sans débouché légal immédiat autre que des décisions de CdP.
  - Une « déclaration politique de Copenhague » avec la préparation ensuite éventuellement d'un nouveau protocole d'ici fin 2010.

# 2 - Adaptation

- **Les points d'accord d'entrée**
  - L'adaptation est une priorité puisque que le climat change ;
  - Elle concerne tous les pays, mais avec de grands écarts de gravité ;
  - Les pays en développement doivent être aidés ;
  - L'Afrique explicitement mentionnée « affectée par la sécheresse, la désertification et les inondations ».
- **Les points de désaccord**
  - Les actions susceptibles d'être soutenues financièrement sont mal définies
    - Accidents climatiques, investissements de prévention, travaux de protection, protection des populations ;
  - Il y a un gouffre entre les besoins et les moyens actuels ;
  - L'aide doit-elle porter exclusivement ou non sur les PMA et les îles ou couvrir les autres pays ?

# 3 – L'atténuation

- **Les questions d'entrée**
  - Elles sont de 2 ordres et emmêlées :
    - Un débat sur la nature des actions (ponctuelles, des programmes sectoriels, des plans nationaux) ;
    - Un débat sur les actions que pourraient conduire les pays non annexe 1 sachant qu'ils ne peuvent avoir d'obligations contraignantes.
  - Accord sur l'approche MRV
    - Garantir le sérieux des actions et donc contribuer à l'équité ;
    - Comparer la réalisation effective des engagements nationaux.
- **Les points de désaccord ou avancées nécessaires**
  - Refus de différenciation entre les pays non annexe 1,
  - Les modalités de vérification des actions.
- **Points incontournables**
  - Avancer vers un développement à faible niveau de carbone ;
  - Réaliser les objectifs du millénaire pour le développement ;
  - Converger avec une approche de développement durable.

# *4 – Les transferts de technologies*

- **Les questions d'entrée**
  - Faire bénéficier les pays en développement des meilleures technologies.
- **Les points de désaccord ou questions à creuser**
  - Le financement,
  - L'abandon des brevets ou leur financement.
- **Point incontournable**
  - Organiser un effort mondial de recherche.
- **Avancées possibles ?**
  - Le développement des capacités ,
  - Un grand effort de formation,
  - Des programmes de recherche tournés vers le sud,
  - La mise en place d'un mécanisme financier dédié,
  - Un accord sur des priorités : efficacité énergétique, énergies renouvelables, séquestration du carbone, adaptation.

# *5 – Les finances*

- **Les questions d'entrée**

  C'est le facteur de bouclage d'un accord global ;

  – Disposer d'un système de ressources additionnelles, prévisibles et pérennes ;
  – Décider de la nature des ressources financières ;
  – Choisir leur caractère volontaire ou systématique ;
  – Appliquer le principe pollueur-payeur ;
  – Etendre les mécanismes actuels de flexibilité et les sécuriser ;
  – Déterminer le mode de décision des contributions vers les pays en développement.

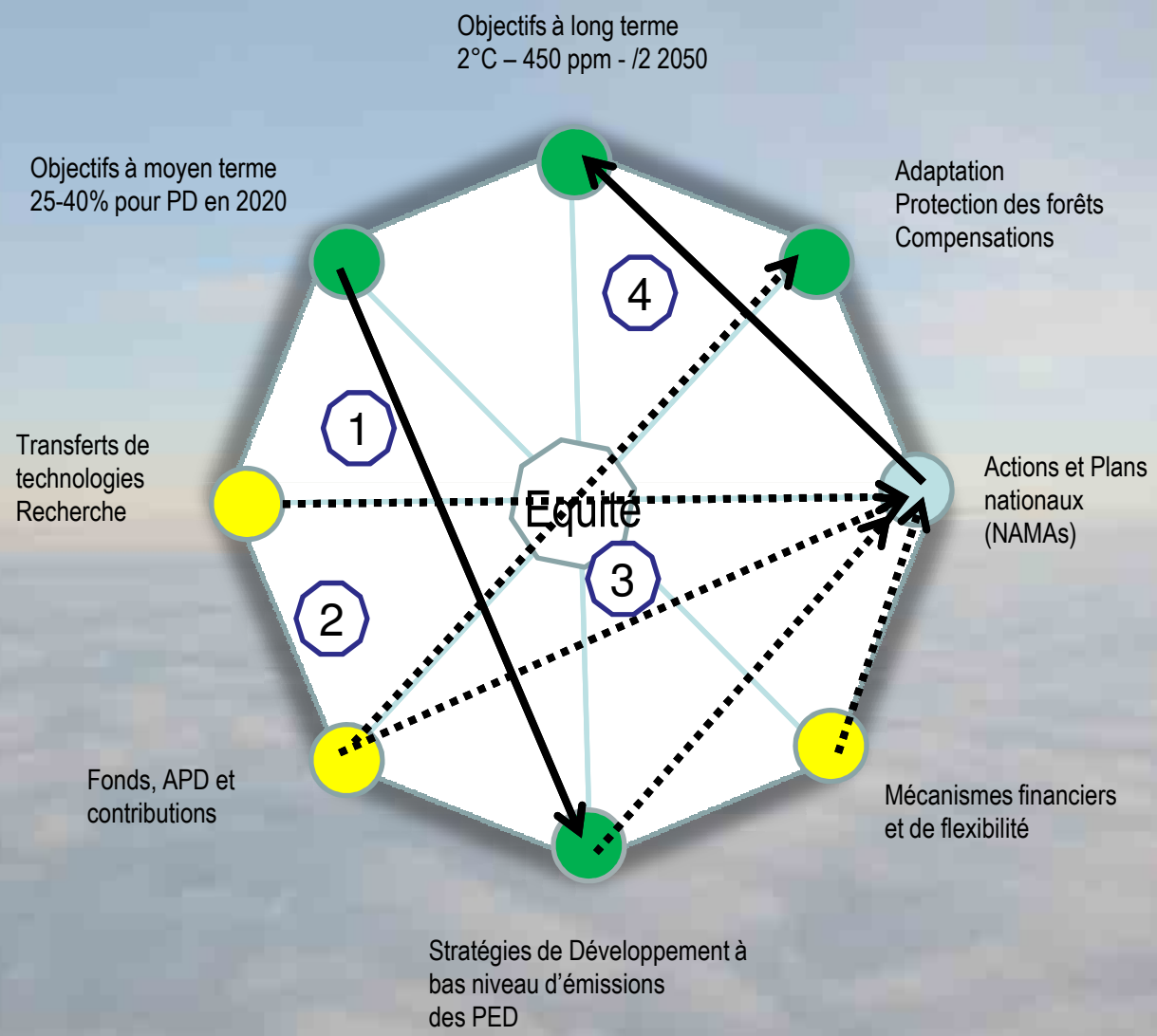
- **La nature des ressources financières**

  – Des contributions volontaires (Etats-Unis),
  – Une contribution des pays proportionnellement à leurs émissions et à leur niveau de PIB par habitant (proposition mexicaine soutenue par l'Union européenne),
  – Une taxe proportionnelle aux émissions par habitant (proposition suisse),
  – Des prélèvements sur les mécanismes, sur une mise partielle des quotas aux enchères.
  – Les mécanismes de flexibilité actuels.

  ***Proposition :*** Retenir la proposition mexicaine.

# Baltic diamond

## *La voie royale ?*




1. Des ***engagements*** des pays industrialisés sur le moyen terme.
2. Un accord sur des stratégies de développement avec mobilisation de ***fonds***, de technologies et des mécanismes
3. Cela permettrait d'assurer les programmes et les ***actions*** d'adaptation, de protection des forêts, d'atténuation (ouvrant la voie à un développement sobre) ainsi que des compensations
4. Enfin, cela permettait un accord solide sur une ***vision partagée*** des objectifs climatiques à long terme.

# *L'état de l'opinion sur le changement climatique*

- ***Une très grande partie de l'opinion sait qu'il y a un problème***
  - Sensibilisée par les catastrophes,
  - Net changement depuis la canicule de 2003.

- ***Mais importante confusion quant aux causes et quant aux effets***
  - Réchauffement, dérèglement du climat, trou dans la couche d'ozone, pollution atmosphérique.

- **Près de *la moitié des émissions* de gaz à effet de serre découle de décisions prises dans la *sphère familiale***
  - Essentiellement à travers le chauffage, les choix alimentaires et le transport individuel.

- ***Paradoxalement, bonne identification des facteurs déclenchants***
  - La consommation de combustibles fossiles,
  - l'industrialisation
  - et surtout les transports.

***Cette prise de conscience débouche sur une angoisse***

# *Les étapes de la sortie de l'angoisse*

1. **Constater *une prise en charge sérieuse* par les principaux acteurs**
   - Les responsables publics,
   - Les entreprises y compris à travers la publicité,
   - Le secteur éducatif et les médias.

   Alors que l'on perçoit des intérêts et des discours divergents.

2. **Bénéficier d'un réel *effort d'explication rationnel***
   - Comprendre le processus,
   - En identifier le rythme,

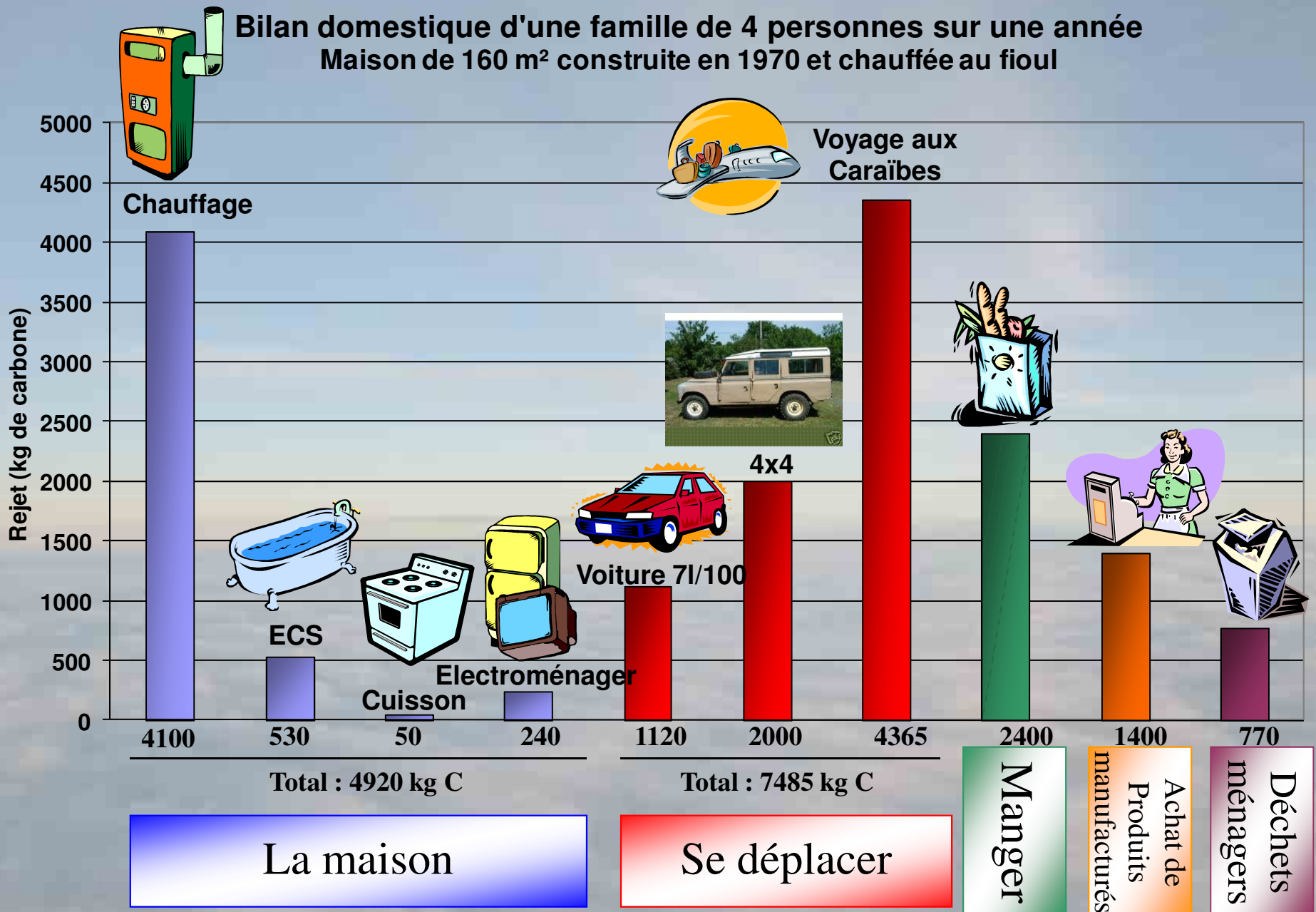
3. **Evaluer surtout quantitativement ses propres sources d'émission dans la vie quotidienne.**
   - Le chauffage, l'alimentation, la consommation quotidienne, les transports.

4. **Identifier *les réponses* possibles**
   - Techniques,
   - Organisationnelles,
   - Comportementales.

***En dégager la vision d'un nouvel équilibre entre sa recherche personnelle de plaisir et les conditions de la stabilité du climat***

# Bilan domestique d'une famille de 4 personnes sur une année

## Maison de 160 m² construite en 1970 et chauffée au fioul






Olivier Sidler

# *Avec « une mise en scène de la responsabilité du politique »*

1. **Apporter la preuve par des *réalisations exemplaires***
   - Un rôle majeur des collectivités locales,
   - Qualité de construction neuve, transports, énergies renouvelables…
2. **Visualiser la réponse à l'effet de serre à travers *un calendrier***
   - Distinguer les possibilités d'action dans le ***temps***,
   - Identifier les actions ayant un ***bénéfice économique*** immédiat,
   - Et favorables à ***l'emploi***.
3. **Avoir des *garanties d'équité dans* le passage à *l'action***
   - ***Un engagement simultané de tous :***
     - Les collectivités publiques,
     - Les entreprises,
     - Les citoyens.
   - ***Avec un souci d'équité sociale.***

***« Je fais, si tu fais, si nous faisons tous ».***

# *Préparer un Plan Climat territorial*

- ***L'information***
  - Engager des débats, expositions, animations,

- ***Elaboration participative d'un Livre Blanc***
  - Proposer des actions qui bénéficient d'une réelle ***acceptation sociale*** ;
  - Etudier donc attentivement le contenu du ***Livre Blanc.***

  ***9 mois***

- ***Mobiliser les services de la Collectivité***
  - Réaliser un Bilan Carbone de l'administration et du territoire,
  - Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les diverses politiques.

- ***Elaborer un Plan Climat***
  - Qui prenne en compte
    - les engagements du Protocole de Kyoto,
    - et prépare les suivants.
  - Qui s'applique à tous les domaines de ***compétence*** directs,
  - Qui sera relayé par toutes les ***structures liées***,
  - Un plan qui pourra s'insérer au niveau national et régional.

  ***9 mois***

- ***Le Plan Climat soumis au vote***